

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 4, § 1, alinéa 1 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés est complété des termes suivants :

« ou pendant dix années de sa vie. »

Art. 2. Le Roi détermine l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique  
et à la Politique des Handicapés,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

**MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »**

F. 87 — 719

Arrêté royal n° 537 modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux et l'arrêté royal n° 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordées aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans

**RAPPORT AU ROI**

Le chapitre II de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, remplacé par la loi de redressement du 31 juillet 1984 et complété par la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, a offert aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux la possibilité d'obtenir une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite. Cette mise en disponibilité, qui pouvait être accordée lorsque le membre du personnel avait atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptait au moins trente années de service, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une pension de retraite à charge du Trésor, devait prendre cours dans la période du 1er septembre 1984 au 31 octobre 1985.

L'arrêté royal n° 436 du 5 août 1986 modifiant l'arrêté royal précité n° 297 du 31 mars 1984 a permis l'octroi de ladite mise en disponibilité pendant une nouvelle période qui prend cours du 1er septembre 1986 jusqu'au 1er juin 1988.

En outre, l'arrêté royal n° 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordées aux membres du personnel de l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, modifié par l'arrêté royal n° 503 du 31 décembre 1986, permet aux membres du personnel susvisés d'exercer leur fonction à prestations réduites dans les mêmes conditions que celles fixées pour les agents des administrations de l'Etat, c'est-à-dire par l'octroi d'un congé ou d'une non activité.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4, § 1, lid 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten wordt aangevuld met de volgende woorden :

« of gedurende tien jaar in de loop van zijn leven. »

Art. 2. De Koning stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid  
en Gehandicaptenbeleid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

**MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »**

N. 87 — 719

Koninklijk besluit nr. 537 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben

**VERSLAG AAN DE KONING**

Bij hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, vervangen door de herstelwet van 31 juli 1984 en aangevuld bij de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs werd aan personeelsleden van het onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra de mogelijkheid geboden om een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden te bekommen voorafgaand aan het rustpension. Deze terbeschikkingstelling die kon toegekend worden indien het personeelslid de leeftijd van vijftienveertig jaar bereikt had en minstens dertig jaar dienst telde, voor zover hij niet van een rustpension ten laste van de Schatkist kon genieten, diende aan te vangen in de periode van 1 september 1984 tot 31 oktober 1985.

Bij koninklijk besluit nr. 436 van 5 augustus 1986 tot wijziging van het voormeld koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 werd het toekennen van bedoelde terbeschikkingstelling voor een nieuwe periode, gaande van 1 september 1986 tot 1 juni 1988, mogelijk gemaakt.

Anderdeels werd bij het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 503 van 31 december 1986, aan deze personeelsleden de mogelijkheid geboden hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als vastgesteld voor de personeelsleden van de Rijksbesturen, nl. door het verlenen van een verlof of een non-activiteit.

Quoique les mesures précitées tendaient en premier lieu à créer de l'emploi et à résorber le chômage, notamment pour les jeunes et les enseignants, on ne peut nier qu'elles ont également permis de réaliser des économies. En effet, les charges devenues vacantes par le départ ou la réduction des prestations des membres du personnel bénéficiant des mesures précitées, seront confiées en premier lieu à des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, ce qui ne manquera pas d'avoir une incidence immédiate et salutaire sur les budgets du Ministère de l'Education nationale et du « Ministère de l'Éducation ». A défaut de membres du personnel mis en disponibilité, qui remplissent les conditions requises, il sera fait appel à des chômeurs, ce qui ne manquera pas d'avoir un effet salutaire sur le budget, même si celui-ci ne se ressent pas directement au niveau des budgets du Ministère de l'Education nationale et du « Ministère de l'Éducation ». En outre, la plupart des charges devenues vacantes seront exercées par des membres du personnel plus jeunes que ceux de leurs collègues qui ont perdu, définitivement ou temporairement leur fonction, ce qui permettra de payer des rémunérations plus modestes.

Le Conseil d'Etat a fait les réserves les plus expresses concernant le fondement légal du projet, parce que l'effet d'économie supplémentaire n'apparaîtrait pas.

Toutefois dans la note du 26 mars 1987 l'Inspection des Finances donne un avis favorable sur ce projet d'arrêté royal. De plus il convient d'attirer l'attention sur le fait que l'Inspection des Finances dans ses avis, émis le 10 juillet 1986 sur les arrêtés royaux nos 435 et 436, a effectivement démontré les économies.

Enfin, il y a lieu de remarquer que le congé et l'absence pour prestations réduites pouvant être accordés aux membres du personnel enseignant et des centres psycho-médico-sociaux, aux membres du personnel des administrations de l'Etat en vertu de l'arrêté royal no 435 du 5 août 1986, peuvent être octroyés sans limitation de temps, conformément aux articles 30bis et 36bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

#### *Commentaire des articles*

L'article 1er tend à permettre l'octroi de la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite prévue par l'arrêté royal no 297 du 31 mars 1984 pendant la période du 1er juin 1988 au 1er juillet 1989.

L'article 2 a pour but de permettre, sur base de l'arrêté royal no 435 du 5 août 1986, d'octroyer également des congés et absences pour prestations réduites pendant l'année scolaire 1988-1989 aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge, qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans.

Le fondement juridique du présent arrêté est contenu dans l'article 1er, 2<sup>e</sup>, b), de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. DUQUESNE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 23 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal no ... « modifiant l'arrêté royal no 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux et l'arrêté royal no 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordés aux membres du

Hoewel de voorgaande maatregelen in eerste instantie tot doel hadden werkgelegenheid te scheppen en de werkloosheid op te slorpen, inzonderheid wat de jongeren en de leerkrachten betreft, kan niet ontkend worden dat ze eveneens een besparend effect hebben. In de opdrachten die vacant worden door het vertrek of de vermindering van de prestaties van de personeelsleden die het voordeel van voormelde maatregelen bekomen hebben, zullen immers in eerste instantie personeelsleden worden aangesteld die ter beschikking gesteld zijn wegens ontstentenis van betrekking, wat een onmiddellijk gunstige weerslag zal hebben op de begroting van het Ministerie van Onderwijs en van het « Ministère de l'Education nationale ». Bij ontstentenis van ter beschikking gestelde personeelsleden die de vereiste voorwaarden vervullen, zal een beroep worden gedaan op werklozen wat eveneens een gunstige weerlag zal hebben op de Begroting, zij het dan niet rechtstreeks op de begrotingen van het Ministerie van Onderwijs en van het « Ministère de l'Education nationale ». Verder zullen een overwegend aantal vacant geworden opdrachten ingenomen worden door personeelsleden die jonger zijn dan degenen die het ambt definitief of tijdelijk verlaten hebben, zodat een lagere bezoldiging zal dienen uitgekeerd te worden.

De Raad van State heeft alle voorbehoud gemaakt, wat de rechtsgrond van dit onderwerp betreft, aangezien er geen bijkomende besparingen zouden zijn.

De inspectie van Financiën geeft in de nota van 26 maart 1987 evenwel een gunstig advies over dit ontwerp van koninklijk besluit. Daarenboven dient erop gewezen dat de Inspectie van Financiën in haar adviezen van 10 juli 1986 bij de koninklijke besluiten nrs. 435 en 436 de besparingen inderdaad heeft aangetoond.

Tenslotte kan erop gewezen worden dat het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties die ingevolge het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 kunnen toegekend worden aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, aan de personeelsleden van de Rijksbesturen, ingevolge de artikelen 30bis en 36bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheden, kunnen verleend worden zonder beperking in de tijd.

#### *Ontleding van de artikelen*

Artikel 1 heeft tot doel het toekennen van de in het voormalig koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 bedoelde terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpension verder mogelijk te maken tijdens de periode van 1 juni 1988 tot 1 juli 1989.

Artikel 2 heeft tot doel het toekennen op grond van het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 van het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben ook mogelijk te maken tijdens het schooljaar 1988-1989.

De juridische grond van dit besluit ligt in artikel 1, 2<sup>e</sup>, b) van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 23 maart 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof

personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans », a donné le 23 mars 1987 l'avis suivant :

Le projet a pour objet, en ce qui concerne les membres du personnel de l'enseignement et des services psycho-médico-sociaux, de prolonger dans le temps, jusqu'à l'année scolaire 1988-1989 inclusivement, l'application du régime de la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite et du régime des congés et absences pour prestations réduites accordées aux membres du personnel qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge n'ayant pas dépassé l'âge de quatorze ans.

L'application des deux régimes a été prévue jusqu'au 1er juin 1988, en ce qui concerne la mise en disponibilité, et jusqu'à l'année scolaire 1987-1988, en ce qui concerne les congés et absences pour prestations réduites, respectivement par l'arrêté royal no 436 du 5 août 1986 modifiant l'arrêté royal no 297 du 31 mars 1984 et par l'arrêté royal no 435 du 5 août 1986, modifié par l'arrêté royal no 503 du 31 décembre 1986.

Ces arrêtés royaux numérotés ont été pris, à l'époque, sur la base du pouvoir que l'article 1er, 6<sup>e</sup>, b, de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986 attribuait au Roi de prendre toutes les mesures utiles en vue de contribuer à la création d'emplois et à la résorption du chômage par des mesures spécifiques pour les jeunes et les enseignants.

En vertu de l'article 4, § 1er, de la loi du 27 mars 1986, le pouvoir ainsi attribué au Roi est expiré le 31 décembre 1986.

Le rapport au Roi souligne à présent — et le fonctionnaire délégué a confirmé — que la prorogation de ces mesures entraînerait également un effet d'économie supplémentaire. Le projet pourrait alors trouver son fondement légal dans l'article 1er, 2<sup>e</sup>, b, de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986.

Le fonctionnaire délégué n'a cependant pu fixer le Conseil d'Etat sur l'incidence réelle du présent projet sur les dépenses de l'Etat. Aussi le Conseil d'Etat fait-il les réserves les plus expresses concernant le fondement légal du projet.

Quant à son contenu, le régime en projet peut être considéré comme le prolongement des mesures édictées par l'arrêté royal no 297 du 31 mars 1984 et par les arrêtés royaux nos 435 et 436 du 5 août 1986, et ce essentiellement sur base de la considération — le rapport au Roi y fait allusion — que le régime correspondant applicable aux agents des administrations de l'Etat, a d'emblée été édicté pour une durée illimitée.

Il a été communiqué au Conseil d'Etat que le caractère urgent du régime en projet se justifie également par des considérations de programmation.

La chambre était composé de :

M. H. Coremans, président de chambre;  
M. J. Vermeire et Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;  
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Vermeire.

Le rapport a été présenté par M. R. Aertgeerts, auditeur adjoint.

Le greffier,  
M. Benard

Le président,  
H. Coremans

De voorzitter,  
H. Coremans

**31 MARS 1987.** — Arrêté royal no 537 modifiant l'arrêté royal no 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux et l'arrêté royal no 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordées aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2<sup>e</sup>, b), et 3, § 2;

Vu l'urgence;

en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben », heeft op 23 maart 1987 het volgende advies gegeven :

Het ontwerp strekt ertoe, voor de personeelsleden van het onderwijs en van de psycho-sociale diensten, de toepassing van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpension en van het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties voor personeelsleden die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen, niet ouder dan veertien jaar, ten laste hebben, in de tijd te verlengen tot en met het schooljaar 1988-1989.

De toepassing van beide regelingen werd respectievelijk door het koninklijk besluit nr. 436 van 5 augustus 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 en door het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 503 van 31 december 1986, voorzien tot 1 juni 1988 voor de terbeschikkingstelling, en tot het schooljaar 1987-1988, voor het verlof en de afwezigheid wegens verminderde prestaties.

Die genummerde koninklijke besluiten werden destijds door de Koning genomen op grond van zijn bevoegdheid om, overeenkomstig artikel 1, 6<sup>e</sup>, b, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986, alle nuttige maatregelen te treffen om voor de jongeren en de leerkrachten werkgelegenheid te scheppen en aldus bij te dragen tot de opslorping van de werkloosheid.

Luidens artikel 4, § 1, van de wet van 27 maart 1986 is die aan de Koning verleende macht verstreken op 31 december 1986.

In het verslag aan de Koning wordt er thans op gewezen — en de gemachtigde ambtenaar heeft het bevestigd — dat de verlenging van die maatregelen ook een bijkomend besparend effect zou meebrengen. Aldus zou voor het ontwerp rechtsgrond kunnen gevonden worden in artikel 1, 2<sup>e</sup>, b, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986.

De gemachtigde ambtenaar heeft evenwel geen uitsluitsel kunnen geven over de reële gevolgen van dit ontwerp op de staatsuitgaven. De Raad van State maakt dan ook alle voorbehoud, wat de rechtsgrond van dit ontwerp betreft.

Inhoudbelijk kan de ontworpen regeling worden aangezien als de voortzetting van de maatregelen die door de koninklijke besluiten nr. 297 van 31 maart 1984 en nrs. 435 en 436 van 5 augustus 1986 werden vastgesteld, en dit vooral op grond van de overweging dat — zoals erop wordt gealludeerd in het verslag aan de Koning — de overeenstemmende regeling van de personeelsleden van de riksbesturen van in den beginne voor onbeperkte tijd werd uitgevaardigd.

Aan de Raad van State is meegedeeld dat het spoedelijdend karakter van de regeling mede verantwoord is door overwegingen van programmatuurche aard.

De kamer was samengesteld uit :

de heer H. Coremans, kamervoorzitter;  
de heer J. Vermeire en Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;  
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Vermeire.

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Aertgeerts, adjunct-auditeur.

De griffier,  
M. Benard

**31 MAART 1987.** — Koninklijk besluit nr. 537 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2<sup>e</sup>, b), en 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 10 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, remplacé par la loi de redressement du 31 juillet 1984 et modifié par l'arrêté royal n° 436 du 5 août 1986, les mots « 1er juin 1988 » sont remplacés par les mots « 1er juillet 1989 ».

**Art. 2.** L'article 12, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordées aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, est complété comme suit :

« — pour l'année scolaire 1988-1989, soit le 1er jour de cette année scolaire, soit le 1er janvier 1989, soit le 1er avril 1989. ».

**Art. 3.** Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. DUQUESNE

n. 87 — 720

Arrêté royal n° 538 modifiant l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à la signature de Votre Majesté trouve son fondement dans l'article 1, 2<sup>o</sup>, b et d de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains spéciaux au Roi.

L'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 avait pour but de limiter les crédits destinés à courrir les dépenses relatives au fonctionnement, à l'octroi gratuit des livres et des fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire et à l'équipement des institutions d'enseignement relevant de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné.

Afin d'atteindre l'objectif fixé d'assainissement des finances publiques en ce qui concerne les budgets de l'enseignement, il est proposé de diminuer de 1 % les moyens de fonctionnement fixés pour l'année scolaire 1986-1987. Cette réduction complémentaire ne vise pas l'enseignement primaire et l'enseignement spécial.

En ce qui concerne l'enseignement subventionné, la réduction est appliquée sur les subventions de fonctionnement octroyées par élève régulier. En ce qui concerne l'enseignement de l'Etat, une réduction identique est appliquée sur les dotations aux services de l'Etat à gestion séparée.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pourra toutefois remplacer la diminution proposée par d'autres mesures d'un effet budgétaire équivalent. Si l'objectif budgétaire des 2 % n'est pas atteint par le biais de la diminution des crédits pour fonctionnement et pour équipement, des mesures complémentaires seront prises.

Les subventions de fonctionnement sont versées dans le courant de mois de janvier (avance) et de juin (solde).

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoe-lagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, vervangen door de herstelwet van 31 juli 1984 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 436 van 5 augustus 1986, worden de woorden « 1 juni 1988 » vervangen door de woorden « 1 juli 1989 ».

**Art. 2.** Artikel 12, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben, wordt aangevuld als volgt :

« — voor het schooljaar 1988-1989, hetzij de eerste dag van dit schooljaar, hetzij 1 januari 1989, hetzij 1 april 1989. ».

**Art. 3.** Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,

G. VERHOFSTADT

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

n. 87 — 720

Koninklijk besluit nr. 538 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen voor het Rijksonderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat aan de handtekening van Uwe Majesteit wordt voorgelegd vindt zijn rechtsgrond in artikel 1, 2<sup>o</sup>, b en d van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 had tot doel de kredieten bestemd om de uitgaven te dekken met betrekking tot de werking, het kosteloos verstrekken van leerboeken en schoolbehoeften en de uitrusting van de onderwijsinstellingen van het Rijksonderwijs te beperken.

Teneinde het vooropgezette objectief van de sanering van de openbare financiën, wat de onderwijsbegrotingen betreft, te bereiken, wordt thans voorgesteld de werkingsmiddelen vastgesteld voor het schooljaar 1986-1987 te verminderen met 1 %. Deze bijzondere beperking geldt niet voor het basis- en het buitengewoon onderwijs.

Wat het gesubsidieerd onderwijs betreft wordt een beperking op de werkingstoelage per regelmatige leerling toegepast. Wat het Rijksonderwijs betreft gebeurt dit door eenzelfde beperking van de dotaties aan de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer.

Een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zal echter de voorgestelde vermindering kunnen vervangen door andere maatregelen die tot een gelijkaardige budgettaire weerslag leiden. Zo het begrotingsobjectief van de 2 % niet via de vermindering van de kredieten voor werking en uitrusting behaald wordt, zullen bijzondere maatregelen worden genomen.

De werkingstoelagen worden uitgekeerd in de loop van de maand januari (voorschot) en juni (saldo).